

*Questions orales*

**M. Diefenbaker:** Oubliez les Canadiens et faites venir des étrangers.

\* \* \*

**L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE****L'OPPORTUNITÉ DE LA CRÉATION D'UN OFFICE FÉDÉRAL DES VALEURS MOBILIÈRES—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT**

**M. F. A. Philbrook (Halton):** Ma question s'adresse au ministre de la Justice. Son ministère envisage-t-il de créer une commission fédérale des valeurs mobilières pour venir en aide aux organismes provinciaux et, dans la négative, pourquoi?

**L'hon. Ron Basford (ministre de la Justice):** Monsieur l'Orateur, c'est une question que le ministère et le ministre de la Consommation et des Corporations ont considérée assez longuement par le passé. Je pense que cette question devrait être adressée à mon collègue.

\* \* \*

**LA SITUATION ÉCONOMIQUE****LA COMMISSION ANTI-INFLATION—LE SYSTÈME DE SURVEILLANCE DES PRIX**

**M. David Orlikow (Winnipeg-Nord):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances. Elle découle d'une déclaration qu'a faite hier le président de la Commission anti-inflation selon laquelle la Commission demandera à 100 des plus grandes entreprises d'identifier leurs principales catégories de produits afin de pouvoir instaurer un système efficace de surveillance des prix. Comme le ministre a reconnu hier que le gouvernement avait éprouvé des difficultés à dresser la liste des entreprises qui seront assujetties aux lignes directrices, le ministre peut-il nous dire comment la Commission s'acquittera de la tâche tellement compliquée de surveiller les prix?

**L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, cela me semble être une des questions qu'il pourrait convenir de poser au comité et je serai heureux alors d'y répondre.

**M. Orlikow:** Vu que la Commission anti-inflation a l'intention, comme l'a annoncé son président, de modifier le règlement régissant le programme aussi souvent qu'il sera nécessaire pour assurer qu'il soit équitable et applicable dans son contexte quotidien, le ministre peut-il expliquer à la Chambre comment un système efficace de surveillance et de réglementation des prix peut être appliqué dans un tel climat de changement, ou le ministre convient-il avec le ministre de l'Industrie et du Commerce que pratiquement tous les profits excessifs seront soustraits aux lignes directrices, rendant ainsi la surveillance des prix inutile?

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Encore une fois, cette question devrait être posée au ministre durant les séances du comité permanent.

[M. Gillespie.]

[Français]

**L'HABITATION****LA POSSIBILITÉ DE DÉDUIRE LES INTÉRÊTS HYPOTHÉCAIRES DE L'IMPÔT SUR LE REVENU—LA POSITION DU GOUVERNEMENT**

**M. Armand Caouette (Villeneuve):** Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre d'État chargé des Affaires urbaines.

Compte tenu du fait que le programme visant à favoriser l'achat par les Canadiens de maisons et de logements est sur le point de se terminer, sans que le problème du logement n'ait pu être résolu de façon satisfaisante, et compte tenu du fait que le ministre a affirmé qu'il annoncera bientôt de nouvelles mesures à ce sujet, peut-il dire à la Chambre s'il a l'intention d'inclure parmi ces mesures visant à favoriser l'achat de maisons, la possibilité pour le propriétaire d'une maison de déduire pour fins d'impôt le montant versé en intérêt sur la maison?

● (1150)

[Traduction]

**L'hon. Barney Danson (ministre d'État chargé des Affaires urbaines):** Monsieur l'Orateur, je ne pourrais réellement pas répondre à cette question sans exposer tout le programme. Toutefois, celui-ci tiendra compte des problèmes que posent les frais de service élevés dont le taux d'intérêt est le principal élément. A ce sujet, je compte faire une déclaration à la Chambre lundi prochain.

[Français]

**L'EFFET DU PROGRAMME ANTI-INFLATION SUR LA CONSTRUCTION**

**M. Armand Caouette (Villeneuve):** Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire.

Le ministre pourrait-il dire à la Chambre si des mesures d'austérité que le gouvernement entend prendre pour combattre l'inflation auront pour effet de ralentir le programme d'aide aux acheteurs de maisons, causant par conséquent une aggravation de la crise du logement au pays?

[Traduction]

**L'hon. Barney Danson (ministre d'État chargé des Affaires urbaines):** Monsieur l'Orateur, pour le gouvernement, l'habitation est et continuera d'être un secteur prioritaire. Nous l'abordons du point de vue de l'offre afin d'en faire une entreprise anti-inflationniste et créatrice d'emplois. Le député devrait être content de l'annonce que je ferai lundi.

\* \* \*

**LES FINANCES****DEMANDE DE DÉPÔT PROCHAIN DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES SUPPLÉMENTAIRES**

**M. G. W. Baldwin (Peace River):** Monsieur l'Orateur, je pose ma question au ministre des Finances. Vu les doutes sérieux soulevés hier par le président du Conseil du Trésor dans son discours fortement marqué au coin du parti pris sur la motion de notre chef, le ministre des Finances s'engagerait-il à déposer, avant le congé de Noël au plus tard et préférablement avant que nous terminions l'étude du bill C-73, toutes les prévisions budgétaires supplémentaires pour la présente année financière, afin que la Chambre et le pays sachent dans quelle mesure le déficit prévu